



CORREZE
DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

- 4 OCT. 2019

ESTER

COURRIER ARRIVE

03 OCT. 2019

DDT - SITE DE TULLE

Monsieur le Préfet de la Corrèze
Direction départementale des territoires de la Corrèze
Service instructeur ADS
A l'attention de **Françoise MAZERBOURG**
BP 314
19011 TULLE Cedex

Alpilles
Ardennes
Armorique
Aubrac
Avesnois
Ballons des Vosges
Baronnies Provençales
Bocles de la Seine normande
Brenne
Brière
Camargue
Caps et Marais d'Opale
Causses du Quercy
Chartreuse
Corse
Forêt d'Orient
Gâtinais Français
Golfe du Morbihan
Grands Causses
Guyane
Haut-Jura
Haute-Vallée de Chevreuse
Haut-Languedoc
Landes de Gascogne
Livradois-Foréz
Loire Anjou Touraine
Lorraine
Luberon
Marais du Cotentin et du Bessin
Marais Poitevin
Martinique
Massif des Bauges
Médoc
Millevaches en Limousin
Montagne de Reims
Monts d'Ardèche
Morvan
Narbonnaise en Méditerranée
Normandie-Maine
Oise - Pays de France
Perche
Périgord Limousin
Pilat
Préalpes d'Azur
Pyrénées Ariégeoises
Pyrénées Catalanes
Queyras
Sainte-Baume
Scarpe-Escaut
Vercors
Verdon
Vexin français
Volcans d'Auvergne
Vosges du Nord

Références : 19_0439

Affaire suivie par : V.JANET-WIOLAND

Millevaches, le 27 septembre 2019

Objet : avis dans le cadre de la consultation des personnes publiques du projet photovoltaïque au sol (commune de Treignac) - LUXEL

Monsieur le Préfet,

Vous avez sollicité le Parc naturel régional de Millevaches en Limousin dans le cadre de la consultation des personnes publiques du projet photovoltaïque au sol, d'une puissance de 5.3 MWc, situé sur la commune de Treignac et porté par la société LUXEL.

Je tiens à souligner l'intérêt de développer les énergies renouvelables sur le territoire du Parc en prenant en compte les orientations de la Charte du Parc 2018-2033.

Au regard des éléments fournis : étude d'impact, plans, permis de construire, permis de démolir, résumé non technique, je porte à votre attention les points suivants :

- **Préserver les milieux et espèces sensibles**

J'ai noté les mesures prises en faveur de la biodiversité (adaptation du calendrier des travaux selon la période de reproduction des oiseaux, diminution de l'attractivité pour les reptiles pendant la phase de travaux en retirant les tas de bois, système de passe-gibier et évitement d'habitats à enjeux).

La préservation des continuités écologiques fait l'objet de mesures de la Charte du PNR. Il convient de noter que le périmètre d'étude de la centrale se situe sur des corridors milieux humides ainsi que sur des réservoirs de biodiversité de milieux bocagers, ce qui rejoint l'enjeu paysager identifié dans la partie paysage.

La présence de zones humides nécessite une grande précaution lors de la pose des panneaux, ainsi que pour l'entretien de la parcelle. Il conviendrait donc de prévoir un entretien semblable à celui d'un espace naturel, en évitant l'utilisation de produits chimiques et d'engins motorisés. Le projet prévoit que des panneaux soient implantés sur des zones humides (protégées) également identifiées dans le PLU, en cours d'approbation. Il semble y avoir un problème de délimitation de la surface potentiellement urbanisable, en tout cas dans l'adaptation du projet au contexte physique de la parcelle. Il conviendrait d'exclure toutes les zones humides de la surface d'implantation des panneaux et de clôtures, comme cela est prévu en partie pour les milieux d'intérêt.

- **Préserver les paysages emblématiques**

L'identification des enjeux paysagers ne semble pas suffisante en l'état. Il n'y a pas d'analyse du contexte paysager global du site, seulement une analyse des vues depuis les zones d'habitations proches ou de la route départementale. Ce type de terrain est très caractéristique du secteur, et présente un fort intérêt malgré la faible densité de population.

A l'instar du relief et des milieux les plus sensibles qui sont pris en compte dans l'implantation des panneaux, la composition paysagère ne doit pas se résumer à la replantation d'une haie d'essences indigènes entre la route départementale et la voie de desserte de la parcelle. De plus, il n'est pas fait référence aux potentielles vues lointaines sur le site en considérant le potentiel touristique du territoire. Du point de vue paysager de l'aménagement du site, il serait souhaitable d'enterrer les postes partiellement afin d'éviter l'effet « taupinière ». Globalement, les terres extraites pourraient être remises en pied de talus ou en rebouchage de trou ou régaler sur le site.

La conservation des boisements existants en limite de parcelle sous la forme de haies nécessite une épaisseur suffisante afin de pouvoir conserver l'ensemble des strates (herbes, arbustes, arbres) sous leur forme spontanée. Autant que possible, les clôtures devront être de type rural, les constructions en bardage de bois local non traité et un maximum d'éléments positionnés à l'arrière des haies. De même, les milieux naturels conservés au sein de la parcelle devraient être exclus de l'enceinte clôturée afin de permettre la circulation d'un maximum d'espèces.

- **Eviter la consommation des espaces naturels et agricoles**

Afin de maintenir l'activité agricole sur le PNR, la Charte du Parc entend préserver l'intégrité des surfaces agricoles utiles. Une vigilance doit être apportée pour ne pas remettre en cause l'usage agricole de ces terres. Je note qu'il n'y a aucune référence à cette mesure de la Charte dans la partie « compatibilité avec la Charte du Parc ».

En effet, plusieurs parcelles du périmètre de la centrale sont identifiées au registre parcellaire graphique de 2016 (2,9 ha environ) notamment en tant que prairies temporaires et permanentes ou bois pâturés. La mise en place de mesures compensatoires pour palier à cette disparition de surfaces agricoles serait nécessaire, et il conviendrait de s'assurer que l'agriculteur en place ne subira aucune conséquence financière au titre des aides PAC, si les parcelles sont toujours déclarées.

J'ai donc noté dans les différents documents qu'il est envisagé une mesure compensatoire pour les terres agricoles impactées, un prêt à usage est prévu, il est aussi possible d'aller plus loin avec la signature d'une convention pluriannuelle de pâturage.

Le Parc peut participer à la concertation sur le reboisement comme mesure compensatoire. Plusieurs critères doivent en effet être pris en compte (charte forestière, ouverture de vues, nature des terrains reboisés...).

- **Promouvoir les projets participatifs**

Le Parc naturel régional de Millevaches en Limousin, via l'orientation « Devenir un territoire à énergie positive » de la Charte 2018-2033 s'est donné l'objectif de favoriser le développement des énergies renouvelables avec le souhait que chaque projet intègre un volet citoyen. Il est souhaitable que les projets de développement des énergies renouvelables soient conduits dans un souci constant d'implication des populations locales, élément manquant dans ce projet.

- **Autre**

Deux points ressortent dans ce projet, la non utilisation de produits phytosanitaires et le démantèlement du hangar amianté.

La production d'électricité décentralisée renvoie à la question de l'organisation de l'espace et, à l'utilisation des sols. Il revient donc à la collectivité territoriale de définir sa politique d'usage des sols (PLU en cours d'approbation), de limiter les risques de conflits d'usage notamment avec les terres agricoles ou d'atteinte au potentiel environnemental ou de la biodiversité. Dans ce cas précis, je souhaite rappeler ce qu'indique la Charte du Parc : « sauf cas exceptionnels à évaluer, les terres du Parc n'ont pas vocation à recevoir de centrale photovoltaïque au sol » et le Parc entend préserver l'intégrité des surfaces agricoles utiles.

La particularité du site qui est constitué de deux zones, devrait conduire à nuancer les conclusions. La partie présentant un sol artificialisé est la plus adaptée à recevoir un parc photovoltaïque.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Philippe CONNAN,
Président.

